VVV. L.2200/1.

- 1 -
- 2 I 1952
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE — KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT — ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 3 juillet 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "instituant au Congo belge une base de l'armée métropolitaine", a donné en sa séance du 12 décembre 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e Juli 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende inrichting, in Belgisch-Congo, van een basis van het Moederlandsleger", heeft ter zitting van 12 December 1951 het volgend advies gegeven :

Les articles 1er, 2 et 3 de l'avant-projet de loi sont inutiles.

Le Roi tient directement de la Constitution les pouvoirs que ces articles tendent à lui attribuer. Il les a d'ailleurs exercés sans attendre la promulgation de la loi en prenant les arrêtés suivants :

arrêté du Régent du 8 juillet 1950 portant le statut du personnel du cadre permanent de la base métropolitaine;

arrêté du Régent du 10 juillet 1950 portant le statut du personnel campé d'Afrique;

arrêté royal du 24 avril 1951 portant le statut pécuniaire des membres du cadre permanent de la base métropolitaine d'Afrique.

Ces arrêtés ont comme fondement les articles 1er, 29, 67 et 68 de la Constitution, qui ont été visés dans leurs préambules respectifs. Le Conseil d'Etat estime superflu de consacrer à posteriori la légalité de ces arrêtés. Ce procédé pourrait au surplus faire croire qu'à l'avenir le Roi ne pourrait créer des bases à l'étranger qu'en vertu d'une loi.

L'article 3 de l'avant-projet a notamment pour but de donner "au personnel du cadre permanent d'Afrique une situation morale et matérielle équivalente à celle qui est faite au personnel similaire de la force publique".

Si le Gouvernement estime que la garantie d'équivalence qu'il désire accorder à ce personnel

.../...

doit faire l'objet d'une disposition légale, celle-ci ne trouve pas sa place dans un projet de loi qui comporte principalement des dispositions relatives au droit pénal et à la procédure pénale.

D'autre part, l'emploi de termes imprécis tels que "situation morale et matérielle équivalente" rendent une telle disposition inutile et pratiquement inapplicable.

Enfin, il y a lieu d'observer que le statut pécuniaire des militaires et des membres de la force publique est traditionnellement établi par le pouvoir exécutif.

\+

\+ \+

L'article 4 contient des dispositions qui sont également étrangères à celles qui font l'objet principal du projet.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait préférable d'en faire une loi particulière ou de les reporter à la fin du texte sous forme de dispositions additionnelles.

D'après les travaux préparatoires de la revision constitutionnelle de 1893, l'article 1er, alinéa 4, de la Constitution n'exclut pas que, dans des cas urgents, des éléments de troupes métropolitaines puissent apporter leurs secours à des troupes coloniales en grave danger.

.../...

Il en résulte que les troupes de la base métropolitaine ne peuvent être requises par le gouverneur général que pour suppléer exceptionnellement à l'insuffisance de la force publique.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette précision devrait être apportée dans le texte du projet.

\+

\+ +

En ce qui concerne l'article 10 du projet (article 4 du texte proposé ci-après), le Conseil d'Etat est d'avis que l'on ne peut abandonner qu'au Roi le soin de déterminer la qualité de personne attachée à la base et celle de personne autorisée à suivre un corps de troupe qui en fait partie.

Cette qualité détermine, en effet, la compétence des tribunaux et la législation pénale applicable.

Quant au mode de délivrance de l'attestation prévue à cet article, il s'agit d'une question de détail qui ne doit pas être tranchée par le législateur mais confiée au pouvoir exécutif.

\+

\+ +

.../...

L'avant-projet de loi mentionne qu'il est pris sur proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Colonies.

Comme il tend notamment à modifier le Code de procédure pénale militaire, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il devrait également être pris sur proposition du Ministre de la Justice.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des modifications de forme qui sont reprises dans le texte proposé ci-après :

PROJET DE LOI ORGANISANT ~~DANS~~ en ce qui concerne LES BASES METROPOLITAINES D'AFRIQUE LA POURSUITE ET LA REPRESSION DES INFRACTIONS ET MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU TITRE II DU CODE DE PROCEDURE PENALE MILITAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Colonies,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de la Défense nationale et Notre Ministre des Colonies sont chargés de déposer en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1er.- DISPOSITIONS RELATIVES A L'APPLICATION DES LOIS PENALES.

Article 1er.-

§ 1er. Les militaires non-indigènes appartenant aux bases métropolitaines établies sur les territoires du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, sont soumis aux lois pénales ordinaires et militaires de la métropole.

§ 2. Les personnes non-indigènes attachées à ces bases à quelque titre que ce soit, ou autorisées à suivre un corps de troupe qui en fait partie, sont soumises :

1° aux lois pénales ordinaires de la métropole;

.../...

2° aux lois pénales militaires de la métropole, déterminées par le Roi.

§ 3. Sur les territoires du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, les personnes visées aux §§ 1er et 2 du présent article sont soumises aux lois pénales ordinaires de ces territoires, en ce qui concerne :

1° les infractions commises contre d'autres personnes que celles visées aux §§ 1er et 2 du présent article;

2° les infractions commises en matière de roulage, de chasse et de pêche;

3° les faits qui sont réprimés par les lois pénales ordinaires du Congo belge ou du Ruanda-Urundi et non par les lois pénales ordinaires de la métropole.

Article 2.-

§ 1er. Les indigènes civils attachés à quelque titre que ce soit aux bases visées à l'article 1er, § 1er, ou autorisés à suivre un corps de troupe qui en fait partie, peuvent être soumis aux lois pénales militaires du Congo belge ou du Ruanda-Urundi déterminées par le Roi, sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Colonies.

§ 2. Lorsqu'ils se trouvent en dehors du Congo belge et du Ruanda-Urundi, ces indigènes peuvent être soumis en outre aux lois pénales ordinaires et militaires de la métropole, déterminées par le Roi, sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Colonies.

.../...

Article 3.-

Les militaires européens et indigènes de la force publique du Congo belge, détachés à quelque titre que ce soit aux bases visées à l'article 1er, § 1er, restent soumis aux lois pénales ordinaires et militaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Article 4.-

Le Roi détermine, sur proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Colonies, les règles suivant lesquelles la qualité de personne attachée à une base à quelque titre que ce soit, ainsi que celle de personne autorisée à suivre un corps de troupe qui en fait partie, peuvent être établies.

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A LA POURSUITE DES INFRACTIONS ET A LA COMPETENCE DES JURIDICTIONS.

Article 5.-

§ 1er. La poursuite des infractions commises au Congo belge ou au Ruanda-Urundi par des personnes visées à l'article 1er peut, dans tous les cas, avoir lieu en Belgique.

§ 2. La poursuite des infractions commises au Congo belge ou au Ruanda-Urundi par des personnes visées aux articles 2 et 3 peut avoir lieu en Belgique si ces personnes y sont trouvées.

.../...

Article 6.-

Sur les territoires du Congo belge et du Ruanda-Urundi, seules les juridictions militaires métropolitaines connaissent des infractions commises par les personnes visées à l'article 1er.

En dehors du Congo belge et du Ruanda-Urundi, ces juridictions connaissent des infractions commises par les personnes visées aux articles 1er et 2.

Elles connaissent également des infractions commises par les personnes visées à l'article 3, à moins que l'unité dont ces personnes font partie ne soit accompagnée d'un conseil de guerre en campagne de la force publique.

Article 7.-

Les juridictions du Congo belge et du Ruanda-Urundi connaissent sur ces territoires, des infractions commises par les personnes visées aux articles 2 et 3.

Article 8.-

§ 1er. Lorsque des personnes justiciables des juridictions militaires métropolitaines et des personnes justiciables des juridictions instituées au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sont poursuivies simultanément comme auteurs ou complices d'une infraction, la juridiction compétente à l'égard des auteurs est également compétente à l'égard des complices.

.../...

§ 2. Lorsque tous les prévenus sont poursuivis comme auteurs et appartiennent les uns à l'une des catégories de personnes visées à l'article 1er, les autres à l'une des catégories de personnes visées aux articles 2 ou 3, les juridictions militaires métropolitaines sont compétentes.

Dans les autres cas, les juridictions du Congo belge ou du Ruanda-Urundi sont compétentes.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROCEDURE.

Article 9.-

La procédure pénale métropolitaine est appliquée au jugement des infractions relevant de la compétence des juridictions militaires métropolitaines.

Article 10.-

La procédure pénale du Congo belge et du Ruanda-Urundi est appliquée au jugement des infractions relevant de la compétence des juridictions de ces territoires.

Article 11.-

L'auditeur militaire donne avis au gouverneur général de l'ouverture de toute information ou instruction relative à des infractions commises sur le territoire du Congo belge ou du Ruanda-Urundi.

Si le Gouverneur général enjoint à l'auditeur militaire d'ouvrir une information ou une instruction, l'affaire ne pourra être classée sans suite ou clôturée par une décision de ne pas suivre qu'avec l'accord du Gouverneur général.

Lorsque l'infraction est prévue par les lois pénales du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, le Gouverneur général peut s'opposer, pour cause de sûreté publique, à ce que l'affaire soit portée devant une juridiction de jugement siégeant sur le territoire du Congo belge ou sur celui du Ruanda-Urundi.

Article 12.-

Sur les territoires administratifs, dans les limites desquels se trouvent les bases, l'auditeur militaire ou ses substituts, ainsi que la Commission judiciaire, peuvent faire tout acte d'instruction, sauf pour le procureur du Roi du ressort le droit de s'opposer à l'accomplissement d'actes d'instruction en dehors des cantonnements de la base.

En dehors des territoires administratifs où se trouvent les bases, aucun acte d'instruction ne peut être exécuté au Congo belge ou au Ruanda-Urundi si ce n'est par l'intermédiaire ou de l'assentiment de l'officier du Ministère public compétent dans le ressort où l'acte doit avoir lieu.

Article 13.-

Le Gouverneur général nomme parmi le personnel européen de la base et sur présentation du commandant de celle-ci, les officiers de police judiciaire placés sous les ordres et la surveillance de l'auditeur militaire du conseil de guerre.

.../...

Il détermine leur ressort ainsi que les infractions aux lois métropolitaines et coloniales qu'ils peuvent rechercher.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS MODIFIANT LE TITRE II DU CODE DE PROCEDURE PENALE MILITAIRE.

Article 14.-

L'article 41 du Code de procédure pénale militaire du 15 juin 1899 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 41.- Auprès de la Cour militaire, la commission judiciaire est composée :

1° de l'auditeur général ou, en cas d'urgence, d'un auditeur militaire délégué par lui, qui préside la commission et dirige l'instruction;

2° de deux officiers, l'un du grade du prévenu, l'autre du grade supérieur, sauf application de l'article 113 du présent code.".

Article 15.-

L'article 61, alinéa 2, du même code, est remplacé par la disposition suivante :

"Si, en dehors du temps de guerre, des fractions de l'armée se trouvent sur un territoire étranger ou sur le territoire du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, le Roi peut instituer auprès d'elles un ou plusieurs conseils de guerre en campagne.".

.../...

Article 16.-

L'article 62 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 62.- § 1er. Le conseil de guerre en campagne est constitué autant que possible de :

1° un officier supérieur, président;

2° un membre civil;

3° deux capitaines;

4° un lieutenant.

§ 2. Chacun des officiers désignés pour faire partie du conseil de guerre en campagne a un suppléant.

En cas d'empêchement d'un officier, membre effectif, et de son suppléant, le commandant de la fraction de l'armée auprès de laquelle le conseil de guerre est institué ou, en cas d'urgence, le président du conseil de guerre désigne un officier pour le remplacer.

§ 3. Le membre civil du conseil de guerre en campagne est nommé par le Roi, pour un terme qui ne peut excéder six mois, parmi les magistrats de carrière des juridictions métropolitaines ou africaines ou parmi les docteurs en droit âgés de 25 ans accomplis.

La nomination d'un magistrat de carrière africain est faite sur la proposition du Ministre des Colonies.

Le membre civil peut avoir des suppléants nommés dans les mêmes conditions.

.../...

§ 4. Lorsque les circonstances ne permettent pas la nomination du membre civil ou de ses suppléants, ou lorsque le membre civil et ses suppléants sont empêchés, le commandant de la fraction de l'armée auprès de laquelle le conseil de guerre est institué désigne pour en remplir les fonctions, pour un terme qui ne pourra dépasser un mois, un magistrat de carrière métropolitain ou africain acceptant l'office ou, à son défaut, un docteur en droit.

La désignation d'un magistrat de carrière africain est faite de l'avis conforme du gouverneur général.

Au cas où le commandant de la fraction de l'armée auprès de laquelle le conseil de guerre est institué est dans l'impossibilité de faire cette désignation, ou lorsque la personne désignée par lui est empêchée, le conseil de guerre est composé d'un officier supérieur, président, de deux capitaines et de deux lieutenants.

§ 5. Le membre civil du conseil de guerre en campagne reçoit le traitement de substitut de l'auditeur militaire, à moins qu'il ne bénéficie déjà d'un traitement supérieur comme magistrat de carrière.

Les membres civils suppléants ne reçoivent pas de traitement. Le Roi peut leur allouer des indemnités qui ne dépasseront pas le traitement des substituts de l'auditeur militaire.

§ 6. Le membre civil du conseil de guerre en campagne et ses suppléants reçoivent les honneurs prescrits pour les officiers supérieurs.

Leur uniforme et leurs insignes sont déterminés par le Ministre de la Défense nationale.".

.../...

Article 17.-

L'article 103 bis du même code est complété par la disposition suivante :

" Il peut assigner à une ou plusieurs de ces chambres tout autre siège que Bruxelles, même en dehors du Royaume.".

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DES PEINES ET MODIFIANT NOTAMMENT L'ARTICLE 30 BIS DE LA LOI SUR LE GOUVERNEMENT DU CONGO BELGE.

Article 18.-

Sous réserve des modifications et dérogations y apportées par les articles 19 et 20 de la présente loi, les articles 30 bis à 30 quinquies de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, modifiée par la loi du 26 novembre 1926, sont appliqués à l'exécution des peines prononcées dans les cas prévus par la présente loi.

Article 19.-

A l'article 30 bis, alinéa 3, de la même loi, les mots:"par les tribunaux de la colonie" sont remplacés par les mots:"en vertu des lois particulières de la colonie".

Au même article, alinéa 4, les mots:"par les tribunaux belges" sont remplacés par les mots: "en vertu des lois métropolitaines".

.../...

Article 20.-

§ 1er. Par dérogation à l'article 30 ter de la même loi, les frais de détention et de transfert des personnes visées à l'article 1er de la présente loi sont toujours supportés par la métropole.

§ 2. Par dérogation à l'article 30 quater de la même loi, le produit des amendes prononcées par les juridictions métropolitaines ou africaines du chef d'infractions commises au Congo belge ou au Ruanda-Urundi est versé au Trésor métropolitain, si l'infraction est réprimée par les lois métropolitaines et a comme auteur l'une des personnes visées à l'article 1er de la présente loi.

§ 3. Les avis du procureur général ou du procureur du Roi délégué par lui, prévus à l'article 30 ter, alinéa 2, et à l'article 30 quinquies, alinéas 3, 4 et 5, de la même loi, sont remplacés par ceux de l'auditeur général ou de l'auditeur militaire délégué par lui, lorsque la condamnation émane d'une juridiction militaire métropolitaine.

Dans chacun des cas prévus par les dispositions visées à l'alinéa 1er du présent paragraphe, et lorsqu'il s'agit de personnes visées à l'article 1er de la présente loi qui subissent leur peine au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, l'autorité compétente recueillera en outre l'avis du commandant de la base.

§ 4. L'article 30 quinquies, alinéa 2, de la même loi n'est pas appliqué aux infractions aux lois métropolitaines, commises au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

.../...

CHAPITRE VI. - DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 21.-

Les juridictions du Congo belge et du Ruanda-Urundi restent compétentes pour juger les affaires régulièrement introduites devant elles avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Colonies,

De artikelen 1, 2 en 3 van het voorontwerp zijn overbodig.

Rechtstreeks aan de Grondwet ontleent de Koning de macht welke die artikelen hem zouden willen toekennen. Zonder op de afkondiging van de wet te wachten, heeft hij die macht overigens uitgeoefend door de volgende besluiten te nemen :

besluit van de Regent van 8 Juli 1950 houdende het statuut van het personeel van het vast kader der basis van het moederland;

besluit van de Regent van 10 Juli 1950 houdende het statuut van het gekampeerd personeel in Afrika;

koninklijk besluit van 24 April 1951 houdende gelijk statuut van de leden van het vast kader der basis van het moederland in Afrika.

Rechtsgrond van die besluiten zijn de in hun respectieve inleidingen vermelde artikelen 1, 29, 67 en 68 van de Grondwet. De Raad van State acht het overbodig de wettelijkheid van die besluiten achteraf te bekrachtigen. Dit procédé zou bovendien de mening kunnen doen ontstaan dat de Koning voortaan enkel krachtens een wet bases in het buitenland kan oprichten.

Met artikel 3 van het voorontwerp wordt inzonderheid beoogd "aan het personeel van het vast kader in Afrika een morele en stoffelijke toestand te bezorgen welke gelijk staat met die van het soortgelijk personeel der weermacht".

Zo de Regering oordeelt dat het nodig is de gelijkwaardigheid die zij aan dat personeel wil toekennen,

.../...

in een wetsbepaling vast te leggen, dan is deze niet op haar plaats in een ontwerp van wet dat hoofdzakelijk bepalingen betreffende het strafrecht en de strafrechtspleging bevat.

Voorts wordt zulk een bepaling nutteloos, en practisch niet toepasselijk, door het gebruik van zo vage uitdrukkingen als "morele en stoffelijke toestand welke gelijk staat met".

Ten slotte weze opgemerkt dat volgens de traditie het geldelijk statuut der militairen en leden van de weermacht door de uitvoerende macht wordt vastgesteld.

\+

\+ \+

Ook in artikel 4 komen bepalingen voor die niet behoren bij die, welke in hoofdzaak het voorwerp van het ontwerp vormen.

De Raad van State acht het verkieslijk er een afzonderlijke wet van te maken of ze in de vorm van toegevoegde bepalingen achteraan in de tekst te plaatsen.

Volgens de parlementaire voorbereiding der grondwetsherziening van 1893, sluit artikel 1, vierde lid, van de Grondwet niet uit dat sommige troepen uit het moederland in dringende gevallen koloniale troepen, die in ernstig gevaar verkeren, te hulp kunnen komen.

.../...

Daaruit volgt dat de gouverneur-generaal de troepen der basis van het moederland alleen kan opvorderen om bij uitzondering als aanvulling van een ontoereikende weermacht op te treden.

De Raad van State is van advies dat de tekst van het ontwerp ten deze verduidelijking behoeft.

\+

\+ \+

Wat betreft artikel 10 van het ontwerp (artikel 4 van de hierna voorgestelde tekst), is de Raad van State van advies dat het bepalen van de hoedanigheid van persoon aan de basis verbonden en die van persoon gemachtigd om een tot die basis behorend troepenkorps te volgen, enkel aan de Koning kan worden overgelaten.

Die hoedanigheid bepaalt immers welke rechtbanken bevoegd en welke strafwetten toepasselijk zijn.

Wat betreft de wijze van afgifte van het in dat artikel bedoelde getuigschrift, dat is een detailkwestie die niet door de wetgever moet worden opgelost, maar aan de uitvoerende macht moet worden opgedragen.

\+

\+ \+

.../...

Het voorontwerp van wet vermeldt dat het op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Koloniën genomen wordt.

Vermits het namelijk beoogt wijzigingen aan te brengen in het Wetboek van militaire strafrechtspleging, is de Raad van State van advies dat het eveneens op de voordracht van de Minister van Justitie zou moeten genomen worden.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die in de hierna voorgestelde tekst zijn opgenomen :

ONTWERP VAN WET TOT REGELING VAN DE VERVOLGING EN DE BESTRAFFING VAN MISDRIJVEN ~~BIJ~~ dat betreft DE BASES VAN HET MOEDERLAND IN AFRIKA EN TOT WIJZIGING VAN SOMMIGE BEPALINGEN VAN TITEL II VAN HET WETBOEK VAN STRAFRECHTSPLEGING VOOR HET LEGER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Koloniën,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Koloniën zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.- BEPALINGEN BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN DE STRAFWETTEN.

Artikel 1.-

§ 1. De niet-inlandse militairen behorend tot de bases van het moederland welke op het grondgebied van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi zijn gevestigd, zijn aan de gewone en militaire strafwetten van het moederland onderworpen.

§ 2. De niet-inlandse personen, op welke wijze ook aan die bases verbonden of gemachtigd een daartoe behorend troepenkorps te volgen, zijn onderworpen:

1° aan de gewone strafwetten van het moederland;

2° aan de militaire strafwetten van het moederland die door de Koning zijn bepaald;

§ 3. Op het grondgebied van Belgisch-Congo of het grondgebied van Ruanda-Urundi zijn de in de §§ 1 en 2 van dit artikel bedoelde personen aan de gewone strafwetten van die gebieden onderworpen, wat betreft :

.../...

1° misdrijven tegen andere personen dan in de §§ 1 en 2 van dit artikel bedoeld;

2° misdrijven inzake verkeer, jacht en visvangst;

3° feiten die niet door de gewone strafwetten van het moederland, maar door de gewone strafwetten van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi worden bestraft.

Artikel 2.-

§ 1. De inlandse burgers, op welke wijze ook aan de bases bedoeld in artikel 1, § 1, verbonden of gemachtigd een daartoe behorend troepenkorps te volgen, kunnen onderworpen worden aan de militaire strafwetten van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi, die, op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Koloniën, de Koning bepaalt.

§ 2. Wanneer die inlanders zich buiten Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi bevinden, kunnen zij bovendien onderworpen worden aan de gewone en militaire strafwetten van het moederland die, op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Koloniën, de Koning bepaalt.

.../...

Artikel 3.-

De Europese en inlandse militairen van de weermacht van Belgisch-Congo die op welke wijze ook bij de basis, in artikel 1, § 1, bedoeld, gedetacheerd zijn, blijven onderworpen aan de gewone en militaire strafwetten van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.

Artikel 4.-

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Koloniën bepaalt de Koning volgens welke regelen kunnen worden vastgesteld de hoedanigheid van persoon, om welke reden ook aan een basis verbonden, alsook die van persoon gemachtigd om een daartoe behorend troepenkorps te volgen.

HOOFDSTUK II. - BEPALINGEN BETREFFENDE DE VERVOLGING DER MISDRIJVEN EN DE BEVOEGDHEID DER GERECHTEN.

Artikel 5.-

§ 1. Misdrijven door de in artikel 1 bedoelde personen in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi gepleegd, kunnen in alle gevallen in België worden vervolgd.

§ 2. Misdrijven door de personen in de artikelen 2 en 3 bedoeld in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi gepleegd, kunnen in België worden vervolgd indien die personen daar gevonden worden.

.../...

Artikel 6.-

Op het grondgebied van Belgisch-Congo en het grondgebied van Ruanda-Urundi nemen alleen de militaire gerechten van het moederland kennis van de misdrijven die de in artikel 1 bedoelde personen hebben gepleegd.

Buiten Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi, nemen die gerechten kennis van de misdrijven die de in de artikelen 1 en 2 bedoelde personen hebben gepleegd.

Zij nemen eveneens kennis van de misdrijven gepleegd door de personen in artikel 3 bedoeld, tenzij de eenheid, waarvan die personen deel uitmaken, vergezeld is van een krijgsraad te velde van de weermacht.

Artikel 7.-

De gerechten van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi nemen in die gebieden kennis van de misdrijven die de in de artikelen 2 en 3 bedoelde personen hebben gepleegd.

Artikel 8.-

§ 1. Wanneer tegelijk rechtsonderhorigen van de militaire gerechten van het moederland en rechtsonderhorigen van de in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi ingestelde gerechten als daders van of medeplichtigen aan een misdrijf worden vervolgd, is het gerecht dat ten opzichte van de daders bevoegd is ook bevoegd ten opzichte van de medeplichtigen.

.../...

§ 2. Wanneer al de beklaagden als daders worden vervolgd en de enen behoren tot één der in artikel 1 bedoelde categorieën van personen, de anderen tot één der in de artikelen 2 en 3 bedoelde categorieën van personen, zijn de militaire gerechten van het moederland bevoegd.

In de andere gevallen zijn de gerechten van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi bevoegd.

HOOFDSTUK III.- BEPALINGEN BETREFFENDE DE RECHTSPLEGING.

Artikel 9.-

De strafrechtspleging van het moederland wordt toegepast op het vonnissen van de misdrijven die tot de bevoegdheid der militaire gerechten van het moederland behoren.

Artikel 10.-

De strafrechtspleging van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi wordt toegepast op het vonnissen van de misdrijven die tot de bevoegdheid der gerechten van die gebieden behoren.

Artikel 11.-

De krijgsauditeur geeft de gouverneur-generaal kennis van het instellen van ieder vooronderzoek of onderzoek betreffende misdrijven op het grondgebied van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi gepleegd.

.../...

Indien de gouverneur-generaal de krijgsauditeur aanmaant een vooronderzoek of een onderzoek in te stellen, mag de zaak alleen met de toestemming van de gouverneur-generaal zonder gevolg geklasseerd of bij beslissing niet te vervolgen afgesloten worden.

Wanneer het misdrijf door de strafwetten van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi bepaald is, kan de gouverneur-generaal zich, omwille van de openbare veiligheid, er tegen verzetten dat de zaak voor een vonnisgerecht wordt gebracht dat zitting houdt op het grondgebied van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi.

Artikel 12.-

In de bestuurlijke gewesten, binnen welker grenzen de bases zich bevinden, kunnen de krijgsauditeur of zijn substituten, alsook de gerechtelijke commissie, alle daden van onderzoek verrichten, behoudens het recht voor de procureur des Konings van het rechtsgebied om zich tegen het verrichten van daden van onderzoek buiten de kantonnementen van de basis te verzetten.

Buiten de bestuurlijke gewesten waar de bases zich bevinden, mag in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi geen daad van onderzoek worden verricht, dan door bemiddeling of met instemming van de officier van het Openbaar Ministerie, die bevoegd is voor het rechtsgebied waar de daad moet plaatsvinden.

Artikel 13.-

Onder het Europees personeel van de basis en op de voordracht van de commandant der basis benoemt de gouverneur-generaal de onder het bevel en het toezicht van de krijgsauditeur van de krijgsraad staande officieren van gerechtelijke politie.

.../...

Hij stelt hun rechtsgebied vast en bepaalt welke misdrijven tegen de wetten van het moederland en van de kolonie zij kunnen opsporen.

HOOFDSTUK IV.- BEPALINGEN TOT WIJZIGING VAN TITEL II VAN HET WETBOEK VAN STRAFRECHTSPLEGING VOOR HET LEGER.

Artikel 14.-

Artikel 41 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger van 15 Juni 1899 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 41.- Bij het Militair Gerechtshof is de gerechtelijke commissie samengesteld uit :

1° de auditeur-generaal of, in dringende gevallen, een door hem gemachtigde krijgsauditeur die de commissie voorzit en het onderzoek leidt ;

2° twee officieren, van wie één met de graad van de beklaagde en de andere met de hogere graad, tenzij artikel 113 van dit wetboek wordt toegepast.".

Artikel 15.-

Artikel 61, tweede lid, van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Indien, buiten oorlogstijd, gedeelten van het leger zich op vreemd grondgebied of op het grondgebied van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi bevinden, kan de Koning daarbij één of meer krijgsraden te velde instellen

.../...

Artikel 16.-

Artikel 62 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Artikel 62.- § 1. De krijgsraad te velde is zoveel mogelijk samengesteld uit :

1° een hoofdofficier, voorzitter ;

2° een burgerlijk lid ;

3° twee kapiteins ;

4° een luitenant.

§ 2. Iedere officier die aangewezen is om deel uit te maken van de krijgsraad te velde heeft een plaatsvervanger.

Ingeval een officier, werkelijk lid, en zijn plaatsvervanger verhinderd zijn, wijst de commandant van het gedeelte van het leger waarbij de krijgsraad is ingesteld of, in dringende gevallen, de voorzitter van de krijgsraad een officier aan om hem te vervangen.

§ 3. Het burgerlijk lid van de krijgsraad te velde wordt door de Koning voor een termijn van ten hoogste zes maanden benoemd onder de beroepsmagistraten der gerechten van het moederland of van Afrika of onder de doctors in de rechten van ten volle 25 jaar.

De benoeming van een beroepsmagistraat uit Afrika wordt gedaan op de voordracht van de Minister van Koloniën.

.../...

Het burgerlijk lid mag plaatsvervangers hebben die onder dezelfde voorwaarden worden benoemd.

§ 4. Wanneer de benoeming van het burgerlijk lid of zijn plaatsvervangers wegens de omstandigheden niet mogelijk is of wanneer het burgerlijk lid en zijn plaatsvervangers zijn verhinderd, wijst de commandant van het gedeelte van het leger waarbij de krijgsraad te velde is ingesteld, voor het vervullen van die functie gedurende een termijn van ten hoogste een maand een beroepsmagistraat van het moederland of van Afrika aan die het ambt aanvaardt of, bij diens ontstentenis, een doctor in de rechten.

De aanwijzing van een beroepsmagistraat uit Afrika geschiedt op eensluidend advies van de gouverneur-generaal.

Ingeval de commandant van het gedeelte van het leger waarbij de krijgsraad is ingesteld, in de onmogelijkheid verkeert die aanwijzing te doen of zo de door hem aangewezen persoon verhinderd is, bestaat de krijgsraad uit een hoofdofficier, voorzitter, twee kapiteins en twee luitenants.

§ 5. Het burgerlijk lid van de krijgsraad te velde ontvangt de wedde van substituut-krijgsauditeur, tenzij hij als beroepsmagistraat reeds een hogere wedde geniet.

De plaatsvervangende burgerlijke leden ontvangen geen wedde. De Koning kan hun vergoedingen toekennen die de wedde der substituut-krijgsauditeurs niet mogen overschrijden.

.../...

§ 6. Het burgerlijk lid van de krijgsraad te velde en zijn plaatsvervangers ontvangen de voor hoofdofficieren voorgeschreven eerbewijzen.

Hun dienstkledij en hun kentekens worden door de Minister van Landsverdediging bepaald.".

Artikel 17.-

Artikel 103 bis van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Hij kan één of meer van die kamers enige andere zetel dan Brussel, zelfs buiten het Rijk, toewijzen.".

HOOFDSTUK V.- BEPALINGEN BETREFFENDE DE UITVOERING DER STRAFFEN EN TOT WIJZIGING VAN INZONDERHEID ARTIKEL 30 BIS DER WET OP HET GOUVERNEMENT VAN BELGISCH-CONGO.

Artikel 18.-

Onder voorbehoud van de wijzigingen en afwijkingen die de artikelen 19 en 20 van deze wet er in aanbrengen, worden de artikelen 30 bis tot 30 quinquies der wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo, gewijzigd bij de wet van 26 November 1926, toegepast op de uitvoering der straffen uitgesproken in de bij de tegenwoordige wet bepaalde gevallen.

.../...

Artikel 19.-

In artikel 30 bis, derde lid, van dezelfde wet wordt "door de rechtbanken der kolonie" vervangen door: "krachtens de bijzondere wetten der kolonie".

In hetzelfde artikel, vierde lid, wordt "door de Belgische rechtbanken" vervangen door: "krachtens de wetten van het moederland".

Artikel 20.-

§ 1. In afwijking van artikel 30 ter van dezelfde wet worden de kosten van hechtenis en overbrenging van de personen in artikel 1 dezer wet bedoeld steeds door het moederland gedragen.

§ 2. In afwijking van artikel 30 quater van dezelfde wet wordt de opbrengst der geldboeten, door de gerechten van het moederland of van Afrika opgelegd wegens in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi gepleegde misdrijven, in de Schatkist van het moederland gestort, zo het misdrijf door de wetten van het moederland gestraft wordt en de dader één der personen is in artikel 1 van de tegenwoordige wet bedoeld.

§ 3. De adviezen van de procureur-generaal of van de door hem gemachtigde procureur des Konings, waarvan sprake in artikel 30 ter, tweede lid, en in artikel 30 quinquies, derde, vierde en vijfde lid, van dezelfde wet, worden door die van de auditeur-generaal of van de door hem gemachtigde krijgsauditeur vervangen, wanneer de veroordeling door een militair gerecht van het moederland is uitgesproken.

.../...

In ieder van de gevallen bedoeld bij de in het eerste lid van deze paragraaf genoemde bepalingen en telkens als het gaat om personen in artikel 1 van deze wet bedoeld, die hun straf in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi ondergaan, moet de bevoegde overheid bovendien het advies van de commandant der basis inwinnen.

§ 4. Artikel 30 quinquies, tweede lid, van dezelfde wet wordt niet toegepast op de inbreuken op de wetten van het moederland in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi gepleegd.

HOOFDSTUK VI. - OVERGANGSBEPALING.

Artikel 21.-

De gerechten van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi blijven bevoegd om vonnis te wijzen in de zaken die vóór de inwerkingtreding van deze wet bij hen regelmatig aanhangig zijn gemaakt.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter.
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	E. VAN DIEVOET,	assesseurs de la section de législation,	
	J. MERTENS,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State.

R. DECKMYN.